Document généré le 23 avr. 2024 17:28

Revue d'histoire de l'Amérique française

Les vingt ans de la Revue d'histoire de l'Amérique française

Rosario Bilodeau

Volume 21, numéro 1, juin 1967

URI : https://id.erudit.org/iderudit/302641ar
DOI : https://doi.org/10.7202/302641ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Bilodeau, R. (1967). Les vingt ans de la Revue d'histoire de l'Amérique française. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *21*(1), 1–12. https://doi.org/10.7202/302641ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1967

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LES VINGT ANS DE LA REVUE D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE *

Je voulais parler de la Revue comme quelqu'un qui a pu la regarder longtemps de l'extérieur ou comme quelque chroniqueur qui s'attacherait simplement à ce qui l'a le plus intéressé sans trop se soucier de systématiser. Mais la lecture des chroniques de l'Institut, ramassées en quelques pages dans chacun des quatre-vingts numéros de la Revue, nous amène à dégager un certain nombre de rubriques qui correspondent à autant de préoccupations et qui finissent par s'imposer avec force et insistance: le nombre et la qualité des articles, le nombre des abonnés, l'expansion de la Revue, les réunions annuelles, l'affiliation des sociétés historiques et, pendant dix-sept ans au moins, une indigence matérielle qui, ailleurs peut-être, cadrerait moins bien avec cette floraison d'études de haute tenue scientifique et même littéraire. Comme corollaire à cette dernière caractéristique, un besoin constant de quémander. Il faut dire, tout de suite, qu'un souffle de foi allié à une volonté de durer domine ces divers aspects de l'œuvre qui, aujourd'hui, commande notre admiration. Les premières heures, pas nécessairement parce qu'elles sont plus lointaines, attirent plus particulièrement notre regard. Nous pourrons mettre en lumière la constance de certaines attitudes qui nous paraissent fondamentales et reconnaître cet enthousiasme et cette ténacité du bâtisseur qui percent à travers les notes cursives des chroniques de l'Institut.

Quelles idées ont suscité la création de l'Institut et de la Revue ? Cette histoire commence à l'automne de 1946. Dans une entrevue au journal *Le Devoir,* du 26 octobre, le chanoine Groulx résumait le dessein qu'il entretenait et exprimait en

* Allocution prononcée, le 15 avril dernier, au banquet de clôture de la réunion générale de l'Institut d'Histoire de l'Amérique française.

même temps les fins générales de l'Institut: "Donner une plus vigoureuse poussée à l'étude de l'histoire du Canada français; mais aussi explorer et mettre en lumière tout le fait français en Amérique". Et voici les moyens d'action de l'Institut d'histoire de l'Amérique française:

1. Constitution d'un fond d'archives au siège de l'Institut pour études spéciales sur le fait français d'Amérique;
2. Échange de documents entre les diverses sections de l'Institut;
3. Réunion plénière de l'Institut une fois l'an, pour la mise au point d'un programme des travaux de chaque année, pour l'étude en commun de points d'histoire, lecture de quelques travaux, échange de documents;
4. Échange de conférenciers d'histoire d'un groupe à l'autre;
5. Édition d'études ou d'ouvrages des membres de l'Institut, se rattachant aux fins de l'Institut et à une publicité même organisée en faveur de ses œuvres;
6. Un cours annuel de cinq à six leçons, à l'Université de Montréal, sur le fait français de l'une ou l'autre région, par un professeur de cette région ou de cette section de l'Institut.

Il n'était pas encore question de la Revue. Le 13 décembre 1946, l'Institut obtenait ses lettres patentes. Son bureau de direction qui comprenait alors: le Père Thomas Charland, le Frère Antoine Bernard, le Père Conrad Morin, M. Antoine Roy, M. Léo-Paul Desrosiers, le Père Léon Pouliot, M. Gordon Rothney et M. Gérard Filteau et le conseil d'administration composé du chanoine Groulx, de M. Guy Frégault et de M. Maurice Séguin avaient décidé, après avoir fait, semble-t-il, la presque unanimité sur leur scepticisme, de la fondation d'une revue d'histoire. C'est encore *Le Devoir,* qui en fait part au public, le 8 mars 1947, en même temps qu'il en annonce le menu: "Revue trimestrielle de 164 pages par livraison qui contiendra, dans

les commencements, quelques pages de méthodologie historique, puis, chaque fois, deux ou trois études d'histoire aussi fouillées que possible, une recension critique des ouvrages d'histoire ou des articles de revue d'histoire parus en chaque saison; puis quelques documents inédits; puis quelques bulletins bibliographiques sur divers points d'histoire, à l'usage des étudiants, en préparation de thèses pour maîtrise ou licence; puis enfin, la chronique de l'Institut."

Bien des appréhensions naissaient entre l'annonce d'un tel engagement et la parution d'un premier numéro. Les collaborateurs étaient si peu nombreux semblait-il. Mais n'était-ce pas en même temps le rôle de la Revue de susciter des collaborateurs, de les attirer, de les stimuler à la recherche et à la publication ? Et malgré toutes les appréhensions, le 6 mai 1947, on pouvait lire dans *Le Devoir*: "La Revue paraîtra au 1er juin." La Revue paraissait enfin, bien remplie. Le directeur en précisait ainsi l'objet: "Le fait français, par ce qu'il a été et par ce qu'il reste, forme... un bloc historique à part, un fait de civilisation de caractère original. Ressaisir ce fait en ses traits communs, comme en ses diverses expressions historiques, le ressaisir surtout en son originalité... l'œuvre nous a paru en valoir la peine. Oeuvre si vaste toutefois que seules la peuvent mener à bien des équipes d'historiens entraînées à travailler chacune sur son terrain, à s'entr'aider dans leurs recherches, à synthétiser leurs travaux par l'action d'un organisme central."

Tel sera le rôle de l'Institut d'Histoire de l'Amérique française et de sa revue. La Revue constituera "le principal lien entre les ouvriers de la même tâche. Elle leur fournira un centre, un foyer où exposer, échanger le fruit de leurs travaux et de leurs recherches. À des chercheurs, que l'habitude trop souvent prolongée du travail en clôture expose à se lasser, elle donnera un public... Aux abonnés de la Revue, aux amis de l'Institut, répandus un peu partout,... à tous ceux-là que l'histoire intéresse, la Revue essaiera de satisfaire à leur attente" (RHAF, vol. 1, no 1: 5,4).

L'accueil réservé à ce numéro a dépassé les espoirs les plus optimistes. Les abonnés, sollicités par la valeur de l'œuvre, se

firent nombreux. Si nombreux que le secrétariat, "fort inorganique, faute de finance et de personnel, note le directeur, est littéralement débordé". Faute de finance aussi les collaborateurs ne reçoivent aucun cachet. Nous avons toujours cru, écrivait le directeur, "que le travailleur intellectuel a droit à ses honoraires comme tout autre travailleur et qu'on a trop longtemps abusé de lui. Aussitôt que les finances de l'Institut se seront améliorées, — et nous espérons fermement que ce sera dès la livraison de septembre (il s'agissait de septembre 1947) — c'est notre ferme intention de rétribuer chacun selon son dû" (RHAF, vol. 1, no 1: 159). Eh bien ! le croirez-vous, le directeur de la Revue devra s'en excuser pendant dix-sept ans, jusqu'au jour où le ministère des Affaires culturelles accordera une subvention qui permettra enfin de combler le déficit et de donner aux collaborateurs un cachet au moins symbolique. Mais cela n'empêcha pas les collaborateurs de collaborer ni la Revue de paraître.

Les journaux du Québec ont fait écho d'une manière très sympathique à cette parution. Même de Suisse, le 5 septembre 1947, *La Liberté,* le grand journal catholique de Fribourg, dans un long article met l'Institut et la Revue en relief. On parle partout de sa haute tenue et, au deuxième numéro, du "niveau d'excellence" qu'elle maintient, du "magnifique instrument de travail" qu'elle constitue. C'était une réponse aux grandes questions du début: "Remplir de substance valable cent soixante pages tous les trois mois, était-ce chose possible? Où trouver l'équipe d'historiens qui pourrait suffire à la tâche? Et, supposée même l'existence de l'équipe, une revue de ce caractère technique, faite pour un public forcément limité, saurait-elle obtenir, à $4.00 par an, les abonnés qui la feraient vivre?" (RHAF, vol. 1, no 2: 314).

Ces abonnés, quel nombre formaient-ils alors? Les ambitions des directeurs avaient été modestes. Ils avaient songé à cinq cents. Le public en a décidé autrement. ... " D'un seul coup il a fallu porter le tirage de 500 à 1,000 ... Malgré tout, de bons amis qui nous taxent de timidité après nous avoir taxés

de témérité, nous reprochent maintenant de n'être pas allés gaillardement, et du même bond, jusqu'à un tirage de 2,000" (RHAF, vol. 1, no 2: 314-315). Autre témérité? M. Omer Héroux annonçait pourtant, dès décembre 1947, que la Revue était en marche "vers les 2000". Une telle escalade était-elle dangereuse? Fallait-il craindre un enthousiasme éphémère? Les premiers numéros s'épuisent et nous lisons cet avertissement: "Devant l'affluence des abonnements, l'administration avait fait porter le tirage de la première livraison de la Revue à 1,300 exemplaires. Les 1,300 sont pratiquement épuisés. Devant une nouvelle affluence d'abonnements, nous venons de porter le tirage de la deuxième livraison à 1,500 exemplaires. Il est à prévoir que, dans quelques semaines, les 1,500 soient également épuisés" (RHAF, vol. 1, no 3: 475).

N'oublions pas pour autant que si la Revue semble assurée de vivre, c'est à deux conditions: "la première, explique-t-on, c'est qu'ici, à 261 Bloomfield, Outremont, nous puissions continuer de loger l'administration et de la faire aller gratuitement; et la seconde, que nos collaborateurs renonçent encore pour quelque temps à tout cachet. L'Institut manque toujours de choses bien indispensables: par exemple, une papeterie à soi, un classeur pour sa correspondance" (RHAF, vol. 1, no 2: 319).

Malgré tout, la Revue publie un quatrième numéro et voilà l'année terminée. Ce quatrième numéro apporte comme l'annonce d'un triomphe. Dans un pays, constate le directeur, "où les revues naissent et meurent avec les feuilles, la nôtre aura donc triomphé de l'épreuve. Voici sa première année révolue, sans grave accident de santé... Il suffira que se maintienne la montée lente, mais régulière des abonnements" (RHAF, vol. 1, no 4: 625). L'année suivante, *Le Devoir* du 13 avril annonçait que la Revue comptait 1314 abonnés. Désormais, elle maintiendra en moyenne ce nombre. Est-ce signe qu'elle a atteint le point maximum de diffusion? De vieux amis s'en vont et les nouveaux abonnés comblent les vides. Mais si le nombre des abonnés ne s'accroît guère par la suite, la diffusion de la Revue dans le monde est presque spectaculaire. Son directeur aime dire que c'est un petit miracle.

Dès le 24 septembre 1947, M. Omer Héroux, ce grand ami de l'Institut, y allait d'une prédiction enthousiaste: "l'heure ne tardera point où la Revue, particulièrement, nous servira d'ambassadrice auprès du public européen, où elle devra trouver sa place dans toutes les bibliothèques importantes de là-bas" (RHAF, vol. 1, no 3: 478). Qu'adviendra-t-il? Elle pénètre peu à peu, en effet, dans les grandes bibliothèques et les universités. Un collaborateur écrit de Paris, en 1950, que c'est le seul périodique canadien-français qu'il avait vu étalé dans la salle des revues, à la Bibliothèque Nationale (RHAF, vol. 4, no 3: 460). Lors de la réunion générale de 1953, le président de l'Institut déclarait: "on sait désormais ce qui se passe, au Canada français, dans le domaine de l'histoire, un peu partout en Amérique française, dans nos universités, nos collèges, nos grands couvents, nos principales institutions religieuses et encore dans les principales au moins des universités anglo-canadiennes; en 26 des universités ou grandes bibliothèques des États-Unis; en France à la Bibliothèque Nationale, au Comité France-Amérique, à la Revue Historique, aux Annales, à la Société de l'Histoire des colonies françaises, à la Bibliothèque des Facultés catholiques de Lyon, au Service de documentation de l'Assistance publique de Paris, à la Revue d'Histoire moderne et contemporaine, aux Écrits de Paris; à la Bibliothèque de la Royal Empire Society de Londres, à la Rhodes House Library d'Oxford; en Belgique, à la Librairie Cox de Bruxelles, et à je ne sais plus quelle bibliothèque d'Allemagne, et en quelques autres de l'Amérique latine" (RHAF, vol. 7, no 1: 6).

Chaque année, nous assistons à une nouvelle expansion. Au début de la onzième année, la Revue a encore parcouru du chemin: elle se trouve à la Bibliothèque du Vatican, à celle du Collège Canadien, en six ou sept de nos ambassades: à Paris, à Rome, à Bruxelles, à Genève, à Buenos-Aires, à Rio de Janeiro. Elle a des abonnés ou fait échange en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Suisse; elle a des abonnés à Dakar, au Mexique, au Vénézuéla, en Colombie, à Bogota, aux Antilles, à Haïti, à la Martinique. Et en décembre 1962, nous la trouvons aux Archives de la Charente-Maritime (La Rochelle), à Milan, à

Recife, au Brésil, puis à Amsterdam, à Moscou. Toujours avec le même enthousiasme, le directeur annonce presque sans cesse que cette "expansion continue". Il est bon qu'on le sache, que tous les lecteurs en soient conscients de même que les collaborateurs. Les fondateurs l'admettent, du reste: ils ne prévoyaient pas une telle expansion "en tant de grandes bibliothèques et d'universités du monde... Nul périodique canadien-français, de caractère scientifique, ne peut se vanter, croient-ils d'avoir acquis pareille faveur" (RHAF, vol. 19, no 3: 500). La Revue est maintenant répandue en 21 pays; et aux États-Unis, en plus de 80 universités ou bibliothèques.

La Revue aurait-elle connu une plus grande diffusion à l'extérieur que dans le Québec, toutes proportions gardées? Ce serait injuste de le croire. Dès les débuts, le chanoine a cru opportun "pour un petit peuple à qui l'on ne rend pas toujours justice de marquer quel accueil il aura fait, en l'an de grâce 1947, à une entreprise d'envergure et de caractère scientifique, tels que notre Institut et sa Revue. Cela aussi est un fait d'histoire, ajoutait-il, qu'il convenait de ne pas négliger" (RHAF, vol. 1, no 3: 478-9). Si la Revue connaît un tel succès, c'est aussi "parce que l'administration, la rédaction et la direction donnent leur temps et travail en absolue gratuité" de même que les collaborateurs, les propagandistes et de nombreux amis. C'est un succès collectif.

Mais l'Institut, dans ces conditions de pauvreté, doit se résigner à piétiner. Le chanoine déclarait à ce sujet, dès 1950: "que nous soyons loin des espoirs et des projets caressés en nos commencements, nul ne le sait mieux que les fondateurs de l'œuvre. Il se trouve que le dévouement seul ne saurait tout faire. Jusqu'à date, il nous a fallu nous borner à la Revue et à l'édition de quelques études historiques, la Revue, à elle seule, dépassant déjà nos moyens" (RHAF, vol. 3, no 4: 628-629). En 1962, comme tant de fois plus tôt, il tend la main. Il fait savoir que "ni l'Institut ni sa Revue, celle-ci pourtant répandue dans une bonne partie des universités et des bibliothèques du monde, et entreprise essentiellement de recherches en histoire, ni l'une ni l'autre n'ont encore reçu un sou, pas un seul, ni d'aucun gou-

vernement, ni d'aucun Conseil des Arts" (RHAF, vol. 16, no 3: 464). Une seule année, on l'annonçait en juin 1963, l'Institut "a pu boucler son budget avec un léger surplus. Miracle à retenir, commentait le directeur et dont il faut souhaiter le renouvellement" (RHAF, vol. 17, no 1: 153). Et en 1964, le numéro de juin faisait connaître cette nouvelle: "l'Institut vient de recevoir du Ministère des Affaires culturelles du Québec, une allocation qui ne l'affranchit point de tous ses embarras financiers; il vient de boucler son dernier budget avec un déficit de près de cent dollars. L'allocation permettra tout de même, à l'avenir, de rémunérer plus convenablement notre administration; nous pourrons même offrir un modeste cachet aux collaborateurs de la Revue" (RHAF, vol. 18, no 1: 162). C'était une étape vers une organisation moins anormale. L'année suivante, les amis de l'Institut, à la réunion générale, réclamaient que cette aide ne soit pas destinée seulement à la Revue mais "à un Institut devenu un centre de recherches historiques apparemment irremplaçable" (RHAF, vol. 19, no 1: 160). Son principal soutien, l'Institut l'a reçu surtout, et depuis dix ans, de la Fondation Lionel Groulx dont nous connaissons si bien les buts, les espoirs et la ferme volonté de conserver à la Revue sa liberté et son indépendance.

L'Institut a été un lieu de ralliement pour les historiens, nous l'avons dit, et aussi pour les sociétés historiques régionales. Ce ralliement, le fondateur de l'Institut le voyait dans la liberté. Le 14 avril 1948, dans une entrevue à *Montréal-Matin,* il déclarait: "ce que nous voulons, ce n'est pas une fédération de sociétés historiques régies par un organisme supérieur, mais une simple affiliation de sociétés historiques distinctes, acceptant un minimum de règlements établis et collaborant entre elles pour le bien du plus grand nombre et pour l'avancement de la science historique." Les avantages, pensons-nous, furent partagés. Dans la chronique de mars 1953, le directeur s'en est expliqué: "L'on a écrit que ce groupement de sociétés historiques autour de l'Institut de l'Amérique française servait principalement le prestige de ce dernier... Son rayonnement en a été accru. D'autre part nous croyons que, par sa REVUE,

l'Institut a fourni aux Sociétés historiques une tribune d'où porter au grand public une connaissance plus précise de leur activité... La REVUE... s'est toujours montrée accueillante aux rapports et à toute collaboration de nos sections" (RHAF, vol. 6, no 4: 607).

Tel est l'esprit qui règne à l'Institut. "Les sections sont ses cellules de vie, ses cellules d'appui." L'Institut ne les a jamais conçues "comme de simples satellites qui tourneraient en rond autour d'un astre central" (RHAF, vol. 8, no 1: 154-55). Ces sections, d'ailleurs, "font acte de régulière présence", le président le constate le 25 avril 1964: "presque toutes, sauf une, croit-il, soumettent un rapport de leurs travaux". C'est la Société historique de Québec, celle de la Côte-du-Sud, celle des Cantons de l'Est (Estrie), celle de la Vallée du Richelieu, du Saguenay, de Montréal, du Nouvel-Ontario, de Saint-Boniface. "L'assistance note, en ses commentaires, l'élévation graduelle des sujets d'étude abordés par les sections et l'enracinement progressif de ces études en leur milieu propre. On découvre davantage son petit pays et ses richesses historiques." Cette même année, trois nouvelles sections sollicitent leur affiliation à l'Institut, trois sections déjà en pleine activité: la Société historique de Boucherville, celle de l'Île-Jésus, et celle de la Gaspésie (RHAF, vol. 18, no 1: 162-3). Les dernières sections à demander leur affiliation à l'Institut, cette année, sont la Société des Professeurs d'Histoire du Québec qui compte déjà plusieurs centaines de membres et l'Association des Étudiants en Histoire de l'Université de Montréal.

Nous avons dit qu'aux yeux des fondateurs de l'Institut, la Revue était son œuvre principale. Je voudrais, en rappelant des déclarations et des mises au point, mettre en lumière l'attitude de la direction. Dès sa deuxième année d'existence certaines critiques s'élèvent au sujet du silence du périodique dans les revendications nationalistes; un abonné des États-Unis "reproche de faire la part trop peu large à la survivance franco-américaine". La réponse du directeur est nette: "pour rien au monde, la *Revue* n'acceptera de se muer en instrument de propagande nationaliste, et pour la survivance de quelque groupe français

que ce puisse être. L'Institut d'Histoire de l'Amérique française s'est donné pour fin l'étude du passé français de l'Amérique. Rien de moins, rien de plus. Par ses cours, par sa *Revue,* il s'efforce de faire de l'histoire objective, scientifique. Là s'arrêtent son dessein ou ses ambitions" (RHAF, vol. 2, no 3: 468-469).

À d'autres, le périodique avait paru "trop largement canadien-français moderne". "Je veux dire, précise entre autres un correspondant d'outre-Atlantique, "trop centré sur l'histoire du Canada français du XIXe et du XXe siècle qui n'est plus un fait français au sens propre et strict." Et voici la réplique: "Le Canada français n'est pas seulement un fait passé; c'est un fait français et vivant qui se prolonge. Nous comprenons, certes, qu'un Français de France attache une importance toute particulière aux parties de l'Amérique française qui, non seulement par le lien culturel, mais encore par l'allégeance politique, restent attachées à la métropole. Du point de vue de l'histoire qui est exclusivement le nôtre, en peut-il être de même? Seul compte ici l'importance historique, le *poids d'histoire,* oserions-nous dire, que représente chaque pays. Or, est-ce notre faute si, dans ce passé et dans l'Amérique française, le Canada français occupe la large place? Cette place, il la tenait avant le traité de Paris de 1763, et par le caractère éminemment français de sa population et par l'ampleur de son expression géographique. Avons-nous tort de penser que, cette place, il la tient encore?... Il faudra donc se résigner à voir cette histoire du Canada français occuper la place prépondérante dans la *Revue*..." Ce qui ne veut pas dire toute la place. "La *Revue* n'en restera pas moins une revue d'histoire de l'Amérique française. Notre plus ardent désir serait que chacune de ses livraisons offrît la contribution de chaque pays français de notre continent. Rien n'empêche non plus que la *Revue* consacre parfois une livraison ou l'autre à l'histoire, soit des Antilles, soit de la Louisiane, soit des Franco-Américains. Le tout... restera affaire de proportion" (RHAF, vol. 2, no 3: 469-470). Ainsi se précisait encore et s'affirmait le caractère de la Revue en même temps que se définissait sa politique.

À l'intérieur de cette aire géographique et historique, les collaborateurs jouissent de toute liberté dans le respect de l'objectivité et de la qualité. Ici encore, cette attitude était définie dès les débuts: "il faut qu'on le sache, l'œuvre entreprise ici n'est pas l'œuvre de quelques hommes, d'un groupe fermé, si large soit-il. Elle n'a pas été fondée pour exprimer les idées ni pour servir les fins d'un groupe. Elle est née pour se mettre au service de toute l'Amérique française, pour en *étudier* et pour en *écrire* l'histoire" (RHAF, vol. 1, no 2: 314). L'année suivante, le directeur y revenait encore: "Sans doute, gardons-nous pour consigne de laisser beaucoup de latitude à nos collaborateurs dans l'exposé de leurs opinions, pourvu qu'elles nous paraissent soutenables, et laissons-nous la porte largement ouverte à toute discussion ou contradiction." Et il continue: "surtout une tribune de critique historique existe désormais, tribune trop souvent abandonnée chez nous à des amateurs qui ignorent tout du métier de l'historien. Cette tribune, nous l'avons voulue libre, absolument libre, sans consigne aux collaborateurs; et libres ont été ses jugements sans le moindre souci de publicité commerciale. Cette franchise ou cette liberté ont pu ne pas plaire à tout le monde; elles nous paraissent nécessaires à toute critique qui veut être impartiale; et l'on a bien voulu nous écrire que cette tribune a déjà rendu service à l'histoire, sinon par un relèvement immédiat du niveau des travaux historiques, du moins par cette persuasion plus répandue que l'histoire a ses lois et qu'il les faut respecter" (RHAF, vol. 2, no 4: 627-628). De cette ligne de conduite tracée dès les débuts, la Revue n'a pas dévié. Elle s'est inspirée, pourrions-nous dire, du principe que nous retrouvons en Chine: "que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" et elle n'a pas pratiqué d'autre politique que cette "politique des cent fleurs" dans la large expression des opinions. Peut-on trouver voie plus sûre vers l'appréhension sincère, humble et lente de la vérité?

La Revue, par-delà les départements d'histoire de nos universités et de nos collèges, par-delà les interprétations différentes, veut être le lieu d'accueil de toutes les diversités pourvu seulement qu'elles se présentent sous les traits de l'objectivité,

de l'honnêteté et d'une qualité littéraire suffisante. Cette diversité même offrira à la réflexion du lecteur non pas la vérité absolue, mais cette saine inquiétude d'une recherche jamais terminée, d'une interrogation toujours harcelante. Voilà ce que la Revue a voulu être dès les premiers jours et ce qu'elle s'efforcera, en dépit de toute les pressions, de demeurer. Les vingt ans de l'Institut et de la Revue témoignent de cet esprit. La Revue a affirmé la présence du Canada français, par une œuvre de valeur, dans un champ trop longtemps laissé en friche. Elle est aussi l'expression de la foi et de la ténacité en même temps que du pouvoir d'attraction du groupe des fondateurs et, en particulier, l'histoire se doit de le reconnaître, de son président et directeur, le chanoine Lionel Groulx.

ROSARIO BILODEAU
assistant-directeur